

Cote du document: EB 2015/LOT/G.20
Date: 12 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Projet visant à promouvoir une bonne gouvernance foncière au profit d'un développement agricole inclusif en République-Unie de Tanzanie

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Francisco Pichon
Directeur dans le pays
téléphone: +39 06 5459 2128
courriel: f.pichon@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Promouvoir une bonne gouvernance foncière au profit d'un développement agricole inclusif en République-Unie de Tanzanie

Appendice

Results-based logical framework
(Cadre logique axé sur les résultats)

Sigles et acronymes

BASIC	Programme de développement durable des communautés et des infrastructures de production de sucre à Bagamoyo
ILRI	International Livestock Research Institute
OSC	Organisation de la société civile
S&E	Suivi-évaluation
SAGCOT	Couloir de croissance agricole du sud de la Tanzanie
SRMP	Projet de gestion durable des terres de parcours

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Projet visant à promouvoir une bonne gouvernance foncière au profit d'un développement agricole inclusif en République-Unie de Tanzanie, telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Projet visant à promouvoir une bonne gouvernance foncière au profit d'un développement agricole inclusif en République-Unie de Tanzanie

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer un don du FIDA de 1 250 000 USD au titre du guichet-pays spécifique à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Projet visant à promouvoir une bonne gouvernance foncière au profit d'un développement agricole inclusif en République-Unie de Tanzanie. La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le projet proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons: i) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit des groupes cibles du FIDA; ii) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ces groupes cibles ou en leur nom; et iii) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la

pauvreté rurale. De plus, le projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA, aux priorités de la Division Afrique orientale et australe du FIDA et à la stratégie de gestion des savoirs du FIDA.

Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet visant à promouvoir une bonne gouvernance foncière au profit d'un développement agricole inclusif en République-Unie de Tanzanie, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 250 000 USD) à la Coalition internationale pour l'accès à la terre, à l'appui d'un projet de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Promouvoir une bonne gouvernance foncière au profit d'un développement agricole inclusif en République-Unie de Tanzanie

I. Généralités

1. Le développement économique et la sécurité alimentaire de la République-Unie de Tanzanie reposent largement sur le secteur agricole. La croissance de la population, l'urbanisation, le changement climatique et l'épuisement des ressources naturelles ont entraîné une concurrence accrue pour les terres. Les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs ont considérablement augmenté. Compte tenu des évolutions récentes, notamment la création du Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania (SAGCOT – couloir de croissance agricole du sud de la Tanzanie), ces conflits devraient s'intensifier à moins que les intérêts concurrentiels des diverses parties prenantes en matière d'utilisation des terres ne soient reconnus et gérés.
2. Le Programme de développement durable des communautés et des infrastructures de production de sucre à Bagamoyo (BASIC – Bagamoyo Sugar Infrastructure and Sustainable Community Development Programme), financé par le FIDA, et qui sera soumis à l'examen du Conseil d'administration en décembre 2015, vise à s'attaquer aux problèmes d'utilisations concurrentes des terres à travers le renforcement de l'enregistrement foncier et de la planification de l'utilisation des terres au sein des villages et entre les villages. Il renforcera également les capacités à long terme des petits agriculteurs afin de favoriser leur participation à des partenariats public-privé-producteurs. Au cours des cinq dernières années, le FIDA, le Secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ci-après la Coalition) et l'International Livestock Research Institute (ILRI) ont soutenu la planification villageoise de l'utilisation des terres dans les zones rurales de la République-Unie de Tanzanie, en vue de faciliter la gestion des besoins concurrentiels en matière d'utilisation des terres et de garantir les droits des utilisateurs des parcours, dans le cadre du Projet de gestion durable des terres de parcours (SRMP)¹.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Un environnement politique porteur est essentiel pour favoriser la croissance durable et équitable des partenariats public-privé-producteurs, tels que ceux qu'il est prévu d'établir dans le cadre du programme BASIC. Il faut pour cela renforcer la participation des acteurs non étatiques au suivi de l'impact du programme BASIC et autres projets similaires sur les moyens de subsistance, les droits fonciers et les droits relatifs aux ressources naturelles des personnes dans les communautés ciblées, ainsi que leur contribution au débat multipartite sur les enseignements tirés du SAGCOT et de l'initiative nationale Big Results Now!. La Coalition est bien placée pour appuyer ces activités par le biais de la fourniture d'une assistance technique ciblée à ses membres et à ses partenaires en République-Unie de Tanzanie. Le FIDA et la Coalition pourront tirer des enseignements importants de l'expérience du projet en vue de promouvoir des investissements inclusifs dans l'agriculture dans d'autres parties du monde.

¹ Ce projet a été financé par le Fonds belge pour la sécurité alimentaire et le Gouvernement de la Finlande. Parmi les partenaires figurent, le Ministère tanzanien de développement de l'élevage et de la pêche, la Commission nationale de l'aménagement du territoire, cinq conseils de district, Care International, le Forum des ressources naturelles de la Tanzanie et des organisations de la société civile (OSC).

4. Le gouvernement soutient actuellement la reproduction à plus grande échelle des processus testés dans le cadre du SRMP, notamment dans le district de Bagamoyo, où sera mis en œuvre le programme BASIC. Les activités du projet contribueront directement à la proposition du FIDA de soutenir le secteur de l'élevage et de promouvoir les investissements agricoles responsables dans le cadre du programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats 2016-2021. La récente initiative du gouvernement en faveur de la modernisation du secteur de l'élevage considère en particulier que les processus expérimentés dans le cadre du SRMP sont essentiels pour promouvoir une bonne gouvernance foncière et un accès équitable à la terre, et notamment résoudre les conflits découlant de la concurrence entre les petits exploitants agricoles, les agroéleveurs et les éleveurs.

III. Le projet proposé

5. L'objectif global du projet est de favoriser une gouvernance inclusive des terres dans un contexte de compétition pour l'accès à la terre. Le projet vise notamment à:
 - i) garantir que les décisions ayant trait à la gouvernance foncière sont prises dans le respect des principes de concertation multipartite, des exigences d'inclusivité et de contrôle indépendant des investissements agricoles par des acteurs non étatiques; et
 - ii) renforcer l'aptitude des pouvoirs publics, des organisations de la société civile (OSC) et des communautés à réclamer et à entreprendre des processus inclusifs de planification de l'utilisation des terres au niveau des villages et d'enregistrement des terres de parcours.
6. Le principal groupe cible comprend les éleveurs et les agriculteurs dans la zone du projet qui souffrent d'un accès précaire aux terres et aux ressources sur lesquelles reposent leurs moyens d'existence. Une attention particulière sera accordée à la promotion de la participation des femmes et des jeunes aux processus décisionnels, afin de veiller à ce qu'ils aient les mêmes possibilités que les hommes et les personnes plus âgées. La zone d'intervention du projet couvrira sept communautés villageoises à Bagamoyo, Morogoro et Dodoma/Manyara². Environ 245 000 résidents des villages ciblés bénéficieront directement du projet, tandis que 2 400 000 personnes supplémentaires dans les villages voisins en bénéficieront indirectement. Le groupe cible secondaire comprend les pouvoirs publics, les OSC et le secteur privé, qui favorisent une bonne gouvernance en matière foncière et des investissements inclusifs dans l'agriculture. Partout dans le pays, le projet visera à mieux faire connaître les principes de développement inclusif des activités, et la manière dont ces activités peuvent être mises en œuvre dans les régions à forte croissance, comme le SAGCOT.
7. Le projet, dont la durée sera de quatre ans, comprendra deux composantes principales et leurs activités connexes.
 - i) Suivi de la société civile et concertation sur la bonne gouvernance en matière foncière et le développement inclusif de l'agriculture:

² Les zones d'intervention du projet ont été choisies sur la base de leur emplacement et de leur proximité les unes des autres, et de la présence d'autres projets pertinents. Par exemple, le regroupement Dodoma/Manyara inclut les villages où la phase I du SRMP a été mise en œuvre; il est nécessaire de poursuivre le travail dans cette zone et de partager les expériences du projet avec les parties prenantes d'autres domaines importants. Si l'approbation du programme BASIC par le Conseil d'administration venait à être retardée, la deuxième composante du don, axée sur la sécurisation des parcours, pourrait se poursuivre dans des sites alternatifs à Morogoro, Dodoma et Manyara. Pour ce qui est de la participation des OSC, l'accent se porterait alors sur les grands enjeux des initiatives *Big Results Now!*, SAGCOT et des terres pour l'équité. Néanmoins, Bagamoyo resterait une base sur laquelle se fonder pour favoriser la participation et la concertation avec de multiples parties prenantes, et tirer des leçons en vue d'améliorer la participation des OSC dans les partenariats public-privé-producteurs dans le secteur agricole en République-Unie de Tanzanie.

- organiser des réunions avec les OSC et des forums de concertation multipartite;
 - élaborer une stratégie nationale de participation des OSC;
 - relever les questions pertinentes ayant trait aux politiques et aux institutions;
 - diffuser des informations par le biais de divers médias; et
 - mettre en place un système efficace de suivi indépendant.
- ii) Renforcer la gouvernance foncière grâce à la planification de l'utilisation des terres, l'enregistrement et la gestion des ressources communes, notamment les terres de parcours, au niveau des villages/districts:
- consolider et étendre les accords communs d'utilisation des terres villageoises;
 - définir plus en profondeur une approche et renforcer les capacités en vue de favoriser une planification commune de l'utilisation des terres villageoises et de sécuriser les terres de parcours;
 - enregistrer les zones de pâturage et élaborer des plans de gestion communautaire des terres de parcours;
 - cartographier, évaluer et protéger les itinéraires empruntés par le bétail; et
 - partager les enseignements tirés avec les autres parties prenantes.

IV. Produits escomptés

8. Le projet permettra de: i) promouvoir des droits fonciers plus sûrs et plus inclusifs pour les éleveurs et les agriculteurs; ii) réduire les conflits liés à l'utilisation des terres; et iii) favoriser un environnement plus propice à la croissance économique durable de l'agriculture commerciale comme de l'agriculture de subsistance. Le projet offrira aux acteurs non étatiques des possibilités de participer à la croissance inclusive et d'intégrer des personnes qui sont souvent marginalisées dans ces processus. Il renforcera également les capacités des acteurs responsables de la gouvernance foncière et de l'aménagement du territoire afin de leur permettre d'adopter des approches efficaces. Le renforcement des capacités permettra d'améliorer l'intégration des différentes parties prenantes dans les processus multipartites de gouvernance des terres. Les connaissances générées seront documentées et utilisées pour: guider les processus d'élaboration des politiques; intégrer les méthodes ayant fait leurs preuves en République-Unie de Tanzanie; et orienter des initiatives similaires dans d'autres pays.
9. Les effets seront notamment les suivants:
- une concertation multipartite renforcée;
 - une plus grande participation des OSC et des groupes communautaires (en particulier les groupes marginalisés) aux processus décisionnels concernant la gouvernance foncière et l'utilisation des terres;
 - une prise en compte et une résolution des conflits liés aux terres et aux ressources au niveau des villages; et
 - une amélioration de l'utilisation et de la productivité des terres pour répondre aux priorités locales et nationales.
10. Les produits comprendront:
- une série de concertations multipartites impliquant la société civile à l'échelle du pays et des districts, et des activités de partage de médias sur la gouvernance foncière et les investissements agricoles inclusifs, l'établissement

d'un système de suivi indépendant et l'élaboration d'une stratégie nationale d'engagement;

- au moins deux visites d'autres initiatives dans le pays pour partager les expériences et améliorer la gouvernance foncière et les investissements agricoles inclusifs dans les zones d'intervention du projet;
- au moins deux publications documentant les enseignements tirés de l'expérience du projet en matière d'amélioration de la gouvernance foncière pour favoriser les investissements agricoles inclusifs en République-Unie de Tanzanie;
- au moins deux réunions nationales sur la planification commune de l'utilisation des terres villageoises et ses avantages pour résoudre les conflits découlant de l'utilisation des terres en vue de faciliter la reproduction à plus grande échelle;
- sept plans d'utilisation des terres communs à des regroupements de quatre à sept villages (en sus des plans d'utilisation des terres spécifiques pour chaque village), avec certification des zones de pâturage et élaboration de plans de gestion;
- un manuel pratique de gestion participative des terres de parcours en swahili, destiné à être appliqué dans les zones de parcours; et
- une carte nationale des itinéraires empruntés par le bétail, trois cartes régionales plus détaillées des itinéraires empruntés par le bétail, et des cartes à une échelle encore plus petite pour certaines zones, ainsi qu'un système de gestion des savoirs établi au sein du Ministère du développement de l'élevage et de la pêche, afin de regrouper toutes les cartes des itinéraires du bétail et les informations associées.

V. Modalités d'exécution

A. Organisme d'exécution

11. Le Secrétariat de la Coalition sera chargé de l'exécution du projet, qui relèvera des programmes mondiaux de la Coalition. Le Secrétariat de la Coalition coordonnera des partenaires en République-Unie de Tanzanie qui collaboreront à la gestion du projet et soutiendront sa mise en œuvre.

B. Gestion du projet et période d'exécution

12. La composante 1 sera gérée et mise en œuvre par un groupe d'OSC, y compris les membres et les partenaires de la Coalition; l'organisme chef de file sera confirmé avant le démarrage du projet. Le Forum des acteurs agricoles non étatiques de Tanzanie, les réseaux des groupements d'agriculteurs en Tanzanie, Haki Ardhi (droits fonciers), le Forum des ressources naturelles de Tanzanie et Oxfam devraient être inclus dans ce groupe. Le groupe de base mettra en place un groupe de travail et un comité de coordination qui fourniront des conseils et apporteront leur contribution au projet.
13. L'ILRI travaillera en partenariat avec le Ministère tanzanien du développement de l'élevage et de la pêche afin de mettre en œuvre la composante 2 par l'entremise de contrats de sous-traitance. Un directeur de projet à plein temps sera détaché auprès de ce ministère par l'ILRI, avec le soutien administratif nécessaire. Le Ministère du développement de l'élevage et de la pêche détachera un haut fonctionnaire qui travaillera sur le projet. Parmi les autres partenaires figurent la Commission nationale de l'aménagement du territoire, les autorités des districts et des OSC locales: le Programme de développement KINNAPA à Dodoma; l'Organisation de développement des communautés autochtones d'éleveurs Parakuiyo (PAICODEO – Parakuiyo Pastoralists Indigenous Community Development

Organisation) à Morogoro et la Fondation HELP à Bagamoyo. L'Initiative mondiale sur les terres de parcours de la Coalition fera part de ses expériences et des enseignements qu'elle en a tirés, et contribuera à la gestion des savoirs. Le Ministère du développement de l'élevage et de la pêche convoquera un groupe de travail technique national qui fournira des conseils pour appuyer cette composante et assurera le suivi des progrès.

14. Le Secrétariat de la Coalition signera des contrats et des mémorandums d'accord avec tous les organismes d'exécution dans le pays. Un comité de pilotage, incluant les principaux partenaires de mise en œuvre, sera également établi.

C. Suivi-évaluation et établissement des rapports

15. Au démarrage du projet, le Secrétariat de la Coalition et ses partenaires d'exécution réaliseront une enquête de référence qui visera à établir des indicateurs précis pour le suivi-évaluation (S&E), sur la base du cadre logique du projet. Le Secrétariat de la Coalition sera chargé de superviser le S&E et la communication des résultats; le FIDA recevra également des rapports trimestriels.
16. Tous les organismes d'exécution dans le pays élaboreront des plans de travail annuels qui seront soumis à l'approbation de la Coalition et du comité de pilotage. Les organismes d'exécution soumettront des rapports mensuels au Secrétariat de la Coalition, qui participeront au S&E de ces plans de travail et aideront le Secrétariat à communiquer les résultats au FIDA. Le Secrétariat de la Coalition s'engage à assurer le renforcement de toutes les capacités nécessaires des organismes d'exécution dans le pays.
17. Comme stipulé dans l'accord d'hébergement entre le FIDA et la Coalition à l'égard du Secrétariat de la Coalition, le FIDA tient un compte distinct pour tous les fonds reçus par le Secrétariat. L'accord d'hébergement stipule également que le FIDA exécutera, pour le compte de la Coalition, les engagements budgétaires, la comptabilité, les décaissements et la gestion du compte conformément aux règles et procédures que le FIDA applique à ses propres ressources. Le FIDA effectuera les décaissements sur présentation des demandes de retrait émanant de chaque bénéficiaire ou du Secrétariat conformément aux procédures habituelles. Des véhicules seront loués pour les besoins du projet.
18. Les états financiers de la Coalition sont établis chaque année par le FIDA et soumis aux procédures de vérification du FIDA. Le FIDA communique des exemplaires des rapports d'audit au Secrétariat de la Coalition et, sur leur demande, aux membres de la Coalition, aux partenaires et aux donateurs.

VI. Coût et financement indicatifs du projet

19. Le coût total du projet est estimé à 3 284 000 USD. Les cofinanceurs comprennent le Secrétariat de la Coalition, le Gouvernement tanzanien, l'ILRI et les communautés locales participant au projet. Plusieurs autres partenaires de développement ont également fait part de leur souhait de cofinancer le projet.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
 (en USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Coalition internationale pour l'accès à la terre</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>ILRI</i>	<i>Communautés</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
1. Suivi de la société civile et concertation sur la bonne gouvernance et le développement inclusif de l'agriculture	200 000	300 000				180 000	680 000
2. Renforcer la gouvernance foncière grâce à la planification de l'utilisation des terres, l'enregistrement et la gestion des ressources communes, notamment les terres de parcours, au niveau des villages/districts	1 050 000	140 000	370 000	74 000	50 000	920 000	2 604 000
Total	1 250 000	440 000	370 000	74 000	50 000	1 100 000	3 284 000

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Coalition internationale pour l'accès à la terre</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>ILRI</i>	<i>Communautés</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
Personnel	440 000	40 000	160 000			170 000	810 000
Biens, services et intrants	568 000	400 000	210 000		50 000	761 000	1 989 000
Matériel et fournitures	15 000						15 000
Frais de voyage	114 000					69 000	183 000
Frais généraux	113 000			74 000		100 000	287 000
Total	1 250 000	440 000	370 000	74 000	50 000	1 100 000	3 284 000

Results-based logical framework

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>GOAL: To foster inclusive land governance for food security and economic development in the context of competing land demands</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Extent to which people-centered land governance provisions in national land law and policy are strengthened and implemented • No. of ILC and non-ILC actors participating in regional initiatives • Extent to which government and relevant actors using project data/inputs 	<ul style="list-style-type: none"> • Government reports • Policy and legal documents • Agricultural development documents • Media reports • ILC member reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Land conflicts do not spiral out of manageable control • Land policy and legislation remain supportive • Agricultural investment continues to be a priority area of growth for government
<p>OBJECTIVE 1. Land governance decisions respond to multi-stakeholder dialogue, inclusivity demands, and independent monitoring of agricultural investments</p>	<ul style="list-style-type: none"> • % age of community members surveyed showing satisfaction for land governance decisions related to agricultural investments • %age of other stakeholders showing satisfaction for land governance decisions related to agricultural investments • %age of monitoring systems set up, functioning 	<ul style="list-style-type: none"> • Survey of community members • Survey of other stakeholders • Meeting reports • Government reports • Media reports 	<ul style="list-style-type: none"> • CSOs and government willing to engage and dialogue with each other • Agricultural investment continues to be a priority
<p>OBJECTIVE 2. Government, CSOs and communities' capacity to undertake inclusive village land use planning and grazing land registration is strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> • %age village land use plans and grazing areas registered and implemented • %age of government, CSOs and communities showing satisfaction for village land use planning and grazing land registration 	<ul style="list-style-type: none"> • Village land use plans and register of grazing areas • Survey of government, CSOs and communities • Government reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Investment in livestock continues to be a priority of government and communities • Local conflicts over land use can be resolved
<p>OUTCOMES</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Multi-stakeholder dialogue strengthened 2. Participation of CSOs and community groups (particularly marginalized groups) in decisions over land governance and land use is improved 3. Conflicts over land and resources at village level are resolved and reduced 4. Use and productivity of land is improved 	<ul style="list-style-type: none"> • %age of stakeholders satisfied with multi-stakeholder dialogues • %age of CSOs and communities satisfied with participation in decisions over land use and governance • %age of resolved and reduced conflicts over land and resources • %age improvement in land use and productivity in terms of benefits for local and national priorities including increased food security and economic development 	<ul style="list-style-type: none"> • Meeting reports • Government reports • Media reports • Survey of government, CSOs and communities • Research reports 	<ul style="list-style-type: none"> • CSOs and other stakeholders willing to engage and dialogue with each other • Conflicts over land use can be resolved • Land has potential for increased productivity